

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
27 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient

Rapport présenté par la République islamique d'Iran

1. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 9 de la section IV des conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. En vertu de ladite section, la Conférence réaffirme que « tous les États parties au Traité, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires et les États de la région, devraient continuer de faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, au Président de la Conférence d'examen de 2015 ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire qui se tiendront au préalable ». En conséquence, le présent rapport renferme la liste des mesures prises par la République islamique d'Iran pendant la période comprise entre les Conférences d'examen de 2010 et de 2015 pour mettre en œuvre la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, y compris le plan d'action sur la mise en œuvre de ladite résolution qui a été adopté lors de la Conférence d'examen de 2010.

2. La République islamique d'Iran, partie au Traité sur la non-prolifération, à la Convention sur les armes biologiques et au Protocole de Genève de 1925, a lancé l'idée de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient en 1974 ; signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, elle a en outre conclu un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur la base duquel elle a soumis toutes ses installations nucléaires au régime de garanties de l'Agence. Elle compte ainsi parmi les États du Moyen-Orient qui ont adhéré à un grand nombre d'instruments internationaux interdisant les armes de destruction massive. Le pays manifeste alors clairement son attachement à la cause du désarmement et de la non-prolifération, et apporte la preuve des efforts qu'il déploie pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il démontre également une volonté résolue d'atteindre l'objectif concernant l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage, de l'emploi ou de la menace d'emploi d'armes de destruction massive.

3. Conformément à cette politique, la République islamique d'Iran reconnaît et souligne l'importance de la mise en œuvre de la résolution sur le Moyen-Orient, qui



a été adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et qui fait partie intégrante du document final de la Conférence de 1995 ; c'est sur cette base que le Traité a été prorogé en 1995 pour une durée indéfinie, sans que la question soit mise aux voix. Tout en se déclarant vivement préoccupée par le retard considérable pris dans l'application de cette résolution, dont l'importance et la pleine réalisation des buts et objectifs qu'elle contient ont été réaffirmées aux Conférences d'examen de 2000 et de 2010, la République islamique d'Iran est convaincue que, comme l'ont réaffirmé ces Conférences, la résolution demeure applicable tant que ses buts et objectifs n'ont pas été atteints.

4. La mesure concrète visant à ce que la Conférence de 2012 ait pour mandat la résolution sur le Moyen-Orient représentait une mesure encourageante destinée à mettre en œuvre la résolution de 1995, de même que l'adoption en 2010 d'un plan d'action sur la mise en œuvre de cette résolution dans lequel il a été demandé instamment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, de convoquer en 2012 une conférence à laquelle prendraient part tous les États du Moyen-Orient, en vue de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, avec le plein appui et l'engagement sans réserve des États dotés d'armes nucléaires. La République islamique d'Iran et tous les États parties au Traité au Moyen-Orient soutenaient ces actions positives.

5. Depuis l'adoption du plan d'action susmentionné, la République islamique d'Iran appuie pleinement sa mise en œuvre rapide et complète. Elle a, entres autres, pris les mesures ci-après au cours de la période comprise entre les Conférences d'examen de 2010 et de 2015 pour mettre en œuvre la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, y compris le plan d'action sur la mise en œuvre de ladite résolution adopté lors de la Conférence d'examen de 2010 :

I. La République islamique d'Iran a continué de voter en faveur de la résolution sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Depuis 1982, cette résolution est adoptée chaque année sans vote par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette dernière y « prie instamment toutes les parties directement intéressées d'envisager sérieusement de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, conformément à ses résolutions sur la question et, dans la poursuite de cet objectif, invite les pays intéressés à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires », « demande à tous les pays de la région qui ne l'ont pas encore fait d'accepter, en attendant la création d'une telle zone, de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique » et « invite également ces pays à s'abstenir, en attendant la création de la zone, de mettre au point, de fabriquer, de mettre à l'essai ou d'acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires ou d'autoriser l'implantation sur leur territoire, ou sur des territoires placés sous leur contrôle, d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires ».

II. En outre, conformément à sa position de principe concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et la nécessité de parvenir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la

République islamique d'Iran a continué de voter en faveur de la résolution sur le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient, dans laquelle l'Assemblée générale, « rappelant qu'Israël demeure le seul État du Moyen-Orient à n'être pas partie au Traité » et se déclarant préoccupée par les « menaces que la prolifération des armes nucléaires fait peser sur la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient », « rappelle que la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation demeure applicable tant que ses buts et objectifs n'ont pas été atteints », « demande que des mesures soient prises immédiatement en vue d'assurer la pleine mise en œuvre de ladite résolution », « réaffirme qu'il importe qu'Israël adhère au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et place toutes ses installations nucléaires sous le régime des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour que l'objectif de l'adhésion de tous les États de la région au Traité puisse être atteint » et demande à Israël « d'adhérer sans plus tarder au Traité, de ne pas mettre au point, fabriquer, mettre à l'essai ou acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires, de renoncer à posséder de telles armes et de placer sous les garanties généralisées de l'Agence toutes ses installations nucléaires qui ne le sont pas encore, ce qui ferait beaucoup pour renforcer la confiance entre tous les États de la région et serait un pas vers la consolidation de la paix et de la sécurité ».

III. La République islamique d'Iran a aussi continué de voter pour la résolution de la Conférence générale de l'AIEA sur l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient. Dans cette résolution, la Conférence générale, « préoccupée par les graves conséquences qu'a, pour la paix et la sécurité, la présence dans la région du Moyen-Orient d'activités nucléaires qui ne sont pas entièrement consacrées à des fins pacifiques », « demande à tous les États de la région d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires », « affirme qu'il est urgent que tous les États du Moyen-Orient acceptent immédiatement l'application des garanties intégrales de l'Agence à toutes leurs activités nucléaires [...] en tant qu'étape vers un renforcement de la paix et de la sécurité dans le contexte de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires » au Moyen-Orient et « demande en outre à tous les États de la région, en attendant l'établissement de cette zone, de ne pas mener des actions qui pourraient nuire à l'établissement de cette zone, y compris la mise au point, la production, l'essai ou l'acquisition par un autre moyen d'armes nucléaires ».

IV. La République islamique d'Iran a réitéré son appui total à la résolution sur la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient, adoptée par l'Organisation de la coopération islamique. Dans cette résolution, cette dernière y exprime sa profonde inquiétude en raison de la possession par Israël d'armes nucléaires, ce qui représente un risque pour la sécurité et la stabilité de la région du Moyen-Orient, ainsi qu'une « grave menace pour les États non dotés de l'arme nucléaire et pour la paix et la sécurité internationales ». Elle y rappelle également qu'Israël reste le seul État du Moyen-Orient à ne pas avoir encore adhéré au Traité sur la non-prolifération. De ce fait, dans cette même résolution, elle invite Israël à adhérer audit Traité et « à soumettre toutes ses installations nucléaires au régime global de garanties de l'AIEA », et « souligne à nouveau l'importance de créer le plus rapidement possible une zone libre de tout armement nucléaire au Moyen-Orient afin de préserver la paix et la sécurité de la région ».

V. La République islamique d'Iran a continué de voter en faveur de la résolution de l'Organisation de la coopération islamique sur la condamnation du

régime sioniste pour détention de la capacité de développer un arsenal nucléaire. Au moyen de cette résolution, l'Organisation exprime ses vives préoccupations à propos de la « déclaration du Premier Ministre israélien dans laquelle il avait publiquement reconnu que le régime israélien était en possession d'armes nucléaires » et condamne avec la plus grande fermeté « la détention de capacités nucléaires par le régime israélien pour le développement d'un arsenal nucléaire ». En outre, elle « se déclare vivement préoccupée par les activités nucléaires clandestines et l'acquisition de capacités nucléaires par Israël, qui constitue une menace sérieuse et permanente pour la paix et la sécurité internationales tout autant que pour la sécurité des États voisins et autres, et condamne Israël pour la poursuite du développement et de l'accumulation d'arsenaux nucléaires ». Elle exhorte par ailleurs la communauté internationale à exercer des pressions sur Israël pour qu'il renonce à la détention de capacités nucléaires, adhère sans délai et sans condition au Traité sur la non-prolifération et place promptement toutes ses installations nucléaires non soumises aux garanties sous le régime de garanties de l'AIEA. Elle réaffirme également la nécessité de diligenter la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

VI. Dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, dans lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies « invite tous les pays du Moyen-Orient, en attendant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région, à déclarer leur appui à la création d'une telle zone, conformément à l'alinéa d du paragraphe 63 du Document final de sa dixième session extraordinaire, et à déposer leurs déclarations auprès du Conseil de sécurité », la République islamique d'Iran a, dans une lettre qu'elle a adressée le 28 janvier 2014 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, réaffirmé son appui de longue date à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

VII. La République islamique d'Iran a aussi pris une part active aux réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 qui ont eu lieu en 2012, 2013 et 2014 et a présenté trois rapports sur les mesures qu'elle a prises pour mettre en œuvre la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, y compris le plan d'action sur la mise en œuvre de ladite résolution qui a été adopté lors de la Conférence d'examen de 2010.

VIII. En tant que membre du Mouvement des pays non alignés, la République islamique d'Iran n'a pas cessé de soutenir la position commune du Mouvement concernant la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et figurant dans les documents issus de la Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés. Dans les documents issus de la dix-septième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Alger du 26 au 29 mai 2014, les Ministres ont notamment « réaffirmé qu'il fallait en priorité établir rapidement au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires », « ont appelé toutes les parties concernées à prendre d'urgence des mesures pratiques pour concrétiser la proposition déposée par l'Iran en 1974 d'établir une zone de ce type » et dans l'attente de sa création, « ont exigé qu'Israël, seul pays du Moyen-Orient à n'avoir ni adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ni proclamé son intention de le faire, renonce à détenir des armes nucléaires, adhère au Traité au plus vite et sans condition préalable, soumette rapidement toutes ses installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'Agence internationale de

l'énergie atomique, comme le veut la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, et mène ses activités liées au nucléaire conformément au régime de non-prolifération ».

IX. De plus, au cours de la période comprise entre les deux Conférences d'examen, la République islamique d'Iran a continué d'appuyer sans réserve toutes les autres résolutions internationales et régionales, ainsi que les déclarations en faveur de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

X. Afin de soutenir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, la République islamique d'Iran a en outre organisé deux conférences internationales sur le désarmement et la non-prolifération à Téhéran, les 17 et 18 avril 2010 et les 12 et 13 juin 2011, pour notamment examiner les différents moyens de parvenir à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

XI. Comme l'a décidé la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, la République islamique d'Iran a participé aux préparatifs de la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, notamment en procédant à une série de consultations avec le facilitateur désigné. En 2012, elle s'est officiellement déclarée prête à y participer, mais malheureusement, la conférence n'a pas eu lieu en raison du refus du régime israélien d'y participer.

XII. La République islamique d'Iran a poursuivi le dialogue et les consultations bilatérales et multilatérales avec les autres États parties au Traité, en particulier au Moyen-Orient, afin de procéder à un échange de vues et de coordonner les positions sur la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, y compris du plan d'action de 2010 sur la mise en œuvre de ladite résolution.
